

**La LdH en appelle solennellement à toutes et tous. Il dépend de nous que la conception haineuse d'un « tous contre tous » soit mise hors débat, hors jeu électoral. Quelles que soient les convictions des un-e-s ou des autres sur les enjeux de l'emploi, de la protection sociale, du logement, notre devoir commun est de refuser de les laisser instrumentaliser par la désignation de boucs émissaires.**

Sachons débattre du « vivre ensemble » dans lequel nous voulons inscrire notre avenir. Sachons, ensemble, dénoncer toutes les agressions racistes, antisémites, xénophobes, commises à l'encontre de la devise – liberté, égalité, fraternité – qui fonde le pacte républicain.

**Il est donc fondamental de participer au vote, de voter et faire voter.**



Conception graphique : Pierre Bernard et Benoît Böhnke, 2014

# Ligue des droits de l'Homme

FONDÉE EN 1898



**MA VILLE,**  
*ma Vie,*  
**JE LA VEUX...**  
*fraternelle*

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

## La LdH : s'informer/adhérer

Rendez-vous sur <http://www.ldh-france.org/Adherer>  
envoyer ce bulletin à LdH 138 rue Marcadet 75018 Paris

Nom : ..... Adresse : .....

Prénom : .....

Mail : .....

Je souhaite adhérer à la LdH, et souscrire à ses statuts

 **LdH — Ligue des droits de l'Homme**  
138 rue Marcadet – 75018 Paris  
tél. 01 56 55 51 00  
[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)

Avec le soutien de  
 OPEN SOCIETY FOUNDATIONS

« Vivre ensemble », cela se pose à l'ensemble des pays européens, mais il faut d'abord trouver une réponse au niveau local, là où l'extrême droite cherche à ancrer ses solutions xénophobes et racistes.

Les droits refusés à certain-e-s le seront rapidement à d'autres et bientôt à toutes et tous

À l'occasion des élections municipales, la Ligue des droits de l'Homme formule une double exigence :

- l'égalité des droits inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et les conventions internationales.

- le refus de toute discrimination fondée sur la nationalité ou sur la régularité du séjour, de tout traitement diversifié des personnes en raison de leur origine réelle ou supposée, de toute logique qui aboutit à dresser telle partie de la population contre une autre.

Parce que les étranger-e-s aussi ont des droits, les mêmes pour toutes et tous, la LdH refuse une politique de l'immigration fondée sur l'enfermement des sans-papiers, les expulsions policières et la réduction de l'asile. Elle milite pour l'égal accès de chacun-e à la dignité et aux droits (vie familiale, logement, soins, accès au travail, éducation). Cela suppose notamment la régularisation des sans-papiers qui vivent parmi nous, avec un titre pérenne et de plein droit, l'accueil et la scolarisation de leurs enfants, une action concertée pour favoriser l'insertion des populations qui vivent dans les squats ou les campements, tels les Roms, victimes d'un rejet raciste insupportable.

Les droits doivent être effectifs, accrus et non réduits, à commencer par l'endroit même où vivent les habitant-e-s : la commune.

La LdH formule des propositions qui peuvent être mises en œuvre localement :

Au-delà de la parité et de la diversité sur les listes, les responsabilités et les pouvoirs de décision doivent être partagés entre tous les citoyen-ne-s, quels que soient leur origine, leur âge ou leur sexe.

La citoyenneté de résidence, par l'extension du droit de vote aux résidents non communautaires, doit permettre de faire reculer la xénophobie dans les esprits, de faire « société commune » et de donner un nouveau souffle à la démocratie ;

Les échanges et le dialogue permanents doivent être les moyens de combattre la peur des un-e-s et le sentiment d'insécurité des autres ;

Le maintien des dispositifs sociaux pour que chacun bénéficie des mêmes droits doit être une priorité politique pour sortir les plus démunis de la précarité et de la misère, au lieu de les discriminer par des arrêtés « antimédecité ».

Il appartient à nos élu-e-s de donner les moyens nécessaires aux structures d'accueil, aux associations et aux professionnel-le-s dont le cœur de métier est d'accompagner les personnes en souffrance. C'est ainsi que l'on combattra les violences faites aux femmes. C'est ainsi que les difficultés particulières que vivent les étranger-e-s (exil, précarité, isolement, discriminations) seront prises en compte.

# MUNICIPALES : NOTRE AFFAIRE !

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

Pourtant, la démocratie peine à trouver sa vraie efficacité. Alors que l'économie souffre de la crise financière, que l'emploi – notamment industriel – se dégrade, que la justice fiscale est à l'arrêt, le sentiment prévaut que la parole des citoyennes et des citoyens est de peu de poids.

**Ces enjeux sont largement surdéterminés par les choix politiques nationaux. Mais c'est aussi à l'échelle de nos villes que nous sommes confronté-e-s au déficit de représentation, à l'insuffisante prise en compte de la diversité, aux manques de perspectives offertes à la jeunesse, aux problèmes de logement et de santé, à la mise en concurrence des territoires, à la misère croissante...**

C'est aussi à cette échelle qu'il nous faut dégager des solutions. Formuler des alternatives passe par un bon usage de la démocratie, singulièrement au plan municipal.

**C'est pourquoi la LdH entend porter dans le débat public des valeurs et des propositions qui servent l'intérêt général, basées sur la liberté, l'égalité et la fraternité.**

Il est d'autant plus important de le réaffirmer que les thématiques d'extrême droite, qu'elles soient portées par le Front national ou d'autres forces ou personnalités politiques, s'acharnent à dévoyer le débat public pour faire de l'étranger l'origine de tous nos maux.